



## UNION AFRICAINE

# Mohamed Ould Ghazouani succède à Azali Assoumani

Le 37<sup>e</sup> sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine s'est clôturé dimanche à Addis-Abeba, en Ethiopie, par le passage de témoin entre le président sortant, le Comorien Azali Assoumani, et l'entrant, le Mauritanien Mohamed Ould Ghazouani qui présidera les destinées de cette organisation pour cette année.

Outre la désignation du nouveau président en exercice, le sommet a statué sur la situation particulièrement inquiétante dans plusieurs régions du continent, marquée par des conflits, des coups d'Etat, des changements anticonstitutionnels : les cas notamment du Soudan, de la Libye, de l'Est de la République démocratique du Congo, du retrait de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest du Burkina Faso, du Mali et du Niger, mais aussi le report de l'élection présidentielle au Sénégal avec les remous que cette décision a suscités.

Page 16



Mohamed Ould Ghazouani

## FORMATION QUALIFIANTE

# Ouverture d'une école de tourisme et d'hôtellerie à Kintélé



Les responsables de Vatel posant avec la ministre du tourisme/Adiac

La ministre de l'Industrie culturelle, touristique, artistique et des Loisirs, Lydie Pongault, a patronné le 15 février la cérémonie d'ouverture d'une école de tourisme et d'hôtellerie dans la commune de Kintélé, non loin de Brazzaville. Cette structure de formation qualifiante est dénommée « Vatel Brazzaville ». « Pour cette première année test, nous démarrons avec deux promotions. Nous sommes d'ores et déjà persuadés que ces jeunes ont du talent et nous allons les former pour qu'ils soient employables », a déclaré la directrice des études, Vaneesha Joysuree.

Page 5

## LYCÉE TECHNIQUE 5 FEVRIER

Les rencontres avec les parents d'élèves se poursuivent

Page 5

## Éditorial

Nos enfants à l'école

Page 2

## STATISTIQUES

# La BM accorde 36 milliards FCFA pour soutenir les réformes

La Banque mondiale (BM), principal partenaire du Congo en matière de réforme du système statistique national, vient d'accorder 60 millions de dollars, soit environ 36,4 milliards FCFA pour soutenir les acquis du Projet de renforcement des capacités en statistiques à travers la modernisation des infrastructures existantes. Selon le directeur des opérations de la BM pour la sous-région Afrique centrale, Cheick Fantamady Kanté, qui a séjourné au Congo, cette enveloppe est également destinée à financer l'extension du nouveau complexe de l'Institut national de la statistique, la construction d'une salle de conférence,



**WORLD BANK**

d'un amphithéâtre et des salles de classe supplémentaires.

Page 4

## FUSILLADE MORTELLE À GAMBOMA

# Le chef du gang appréhendé par les forces de sécurité



La cavale d'un certain « Aller-retour », identifié comme un chef de « Bébés noirs » et impliqué

dans une fusillade ayant causé la mort de deux personnes dans la nuit du 14 au 15 février à Gamboma (Plateaux), s'est arrêtée le 17 février. Après son forfait, l'intéressé avait réussi à s'enfuir nuitamment mais il a finalement été rattrapé vers la localité de Mbon, toujours dans le département des Plateaux, en compagnie d'un comparse et d'une jeune dame, certainement sa petite amie. Selon des témoins, la scène s'était produite dans un troquet appelé « Diamant noir ». Des délinquants partis de Brazzaville où ils avaient commis des vols et braquages s'y trouvaient pour fêter. Une tentative de leur interpellation par les gendarmes a tourné au drame lorsque le meneur du groupe possédant un pistolet a visé directement l'officier de gendarmerie qui se trouvait en face de lui. Les deux morts recensés sur place dont un garçon et une dame l'auraient été dans ces circonstances dramatiques. Une enquête de police a été ouverte.

## ÉDITORIAL

## Nos enfants à l'école

Nous revenons à nouveau sur le climat d'insécurité dans les établissements scolaires de notre pays après en avoir parlé la semaine dernière dans notre éditorial intitulé « ça se passe à l'école » ? Répéter, insister et encore redire peuvent avoir une valeur pédagogique au-delà de l'indispensable sanction souvent préconisée quand on se rend compte, comme on le dit dans un langage familier, que « trop c'est trop ! ».

Trop c'est trop ! est bien la conclusion qui s'est imposée à un chef d'établissement de l'enseignement public à Brazzaville quand il a décidé d'exclure définitivement un élève trouvé en possession d'un serpent dans ses effets scolaires. Cet enfant est-il un collectionneur, un charmeur de reptiles, ou un simple aventurier peu conscient du danger qu'il court et fait courir à ses camarades de classe si par inadvertance la bestiole venait à lui jouer des tours ? La question reste posée.

L'on a beau pointer la responsabilité des pouvoirs publics dans le relâchement tant décrié de la discipline dans différentes sphères étatiques en ce qui concerne les dérives chez nos jeunes enfants à l'école, la part des parents ne peut être ignorée. La maison familiale est, en effet, la première cellule de prise en main de nos petits protégés, filles comme garçons, car c'est à cette échelle que commence la construction de la personnalité de chacun.

Des parents qui ne parlent plus à leurs enfants et ne sont plus en mesure de les accompagner dans leurs choix les condamnent à la perte et avec eux, toute la société. Si l'on ajoute à ces inconduites en milieu juvénile celles imputées aux personnalités à qui sont confiées d'importantes charges dans la grande administration publique, la conclusion passagère est qu'il y a urgence à ce que l'autorité de l'Etat reprenne ses droits.

Conclusion passagère car rien n'indique qu'il est impossible, désormais, de remettre de l'ordre là où besoin est : à l'école bien sûr, mais aussi au marché, dans la rue, dans l'occupation du domaine public, dans le fonctionnement des grands corps de l'Etat dont dépendent l'équité, la tranquillité et le quotidien du citoyen lambda. Il n'est pas lieu de tous les énumérer tant ils sautent aux yeux.

Les Dépêches de Brazzaville

## VIE DES PARTIS

## Le PCT soutient la lutte contre les pratiques contemporaines du néocolonialisme

Le Parti congolais du travail (PCT) a participé, du 15 au 17 février, par visioconférence, au Forum des partisans de la lutte contre les pratiques contemporaines du néocolonialisme organisé par le parti Russie unie.



L'intervention de Pierre Moussa par vidéo conférence ADIAC

S'exprimant le 16 février depuis Brazzaville, le secrétaire général du PCT, Pierre Moussa, a rappelé que le parti au pouvoir en République du Congo porte un grand intérêt à la rencontre dont il a salué l'organisation. En effet, il s'est félicité de l'initiative du parti Russie unie, traduisant son engagement à construire une synergie pour la lutte contre les pratiques contemporaines du néocolonialisme.

« L'objectif ainsi poursuivi est noble puisque cette réunion vise à promouvoir un ordre mondial plus libre, plus juste où sont garantis le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le respect du principe de la non-ingérence et de l'authenticité culturelle des civilisations », a-t-il rappelé.

Il a, par ailleurs, rappelé que le PCT a depuis toujours œuvré pour la lutte contre la domi-

nation et la confiscation des libertés des peuples. Selon lui, le PCT avait inspiré le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, alors président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, à la mise en place du Fonds Africa dédié à la lutte contre l'apartheid, auquel tous les pays non alignés avaient souscrit. « Nous espérons que les travaux de ce forum aboutiront à la consolidation de la dynamique pour l'instauration d'un monde multipolaire où la coopération internationale reposera davantage sur les valeurs d'égalité, d'équité pour une paix universelle, gage d'un développement harmonieux et durable », a conclu Pierre Moussa.

Parfait Wilfried Douniama

« L'objectif ainsi poursuivi est noble puisque cette réunion vise à promouvoir un ordre mondial plus libre, plus juste où sont garantis le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le respect du principe de la non-ingérence et de l'authenticité culturelle des civilisations »

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Grand reporter : Nestor N'Gampoula  
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossilé  
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys  
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :  
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh  
Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzena, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo  
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/ Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo  
Chef de service : Clotilde Ibara  
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

## PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi  
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

## INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,  
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

## ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault  
Adjoint à la direction : Kiobi Abira  
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Lou-bayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo  
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima  
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngon

## COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse  
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

## LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala  
Adjoint à la direction : Elvy Bombete  
Coordonnateur :  
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

## INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),

Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala  
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

## MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi  
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

## CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64  
Email : regie@lesdepe chesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

\*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,  
eMail : contact@inc-sa.com,  
site Internet www.inc-sa.com

## CONTRÔLE DE L'ETAT

## Le Congo et la RCA partagent leurs expériences

Le ministre du Contrôle d'Etat, de la Qualité du service public et de la Lutte contre les antivaleurs, Jean-Rosaire Ibara, a échangé, le 15 février à Brazzaville, avec le ministre contrôleur général du secteur parapublic de la République centrafricaine (RCA), Roméo Gribingui, sur la nécessité de renforcer la coopération en la matière.

Après l'audience avec son homologue congolais, le ministre contrôleur général du secteur parapublic a eu une réunion technique avec le directeur de cabinet du ministère du Contrôle d'Etat, de la Qualité du service public et de la Lutte contre les antivaleurs, Simplicie Mounianga Boukongou et les autres cadres. « Nous avons échangé nos expériences sur les mécanismes de contrôle au niveau des deux pays, la République centrafricaine et la République du Congo. Cela m'a permis de connaître les attributions en termes d'organisation institutionnelle de ce département ministériel qui est technique et politique au niveau de la République du Congo. Le brillant exposé fait par le directeur de cabinet m'a permis de voir, en termes de positionnement institutionnel, comment le contrôle d'Etat est position-



Roméo Gribingui présidant la réunion technique avec les cadres du ministère du Contrôle d'Etat/Adiac

né et quelles sont les attributions », a expliqué Roméo Gribingui à la presse.

Le ministre centrafricain a, de son côté, expliqué à la partie congolaise l'organisation du département dont il a la charge, notamment les différents corps de contrôle de l'Etat, le positionnement

du contrôle général du secteur parapublic ainsi que ses attributions. « C'est un échange vraiment très enrichissant puisqu'il y a eu un partage d'expériences dans le cadre de la gouvernance des entreprises publiques. Nous avons échangé très longuement

sur la réforme institutionnelle, notamment sur le plan juridique que nous avons mené en République centrafricaine. Cela nous a permis aujourd'hui de catégoriser les entreprises, les établissements publics en entreprises publiques, en établissements publics à

caractère administratif, en établissements publics industriels et commerciaux et enfin en société de communiste », a-t-il poursuivi.

Le ministre contrôleur général du secteur parapublic a, enfin, sensibilisé la partie congolaise aux réformes menées par son pays sur plan comptable et financier, et comment la RCA est passée d'un contrôle a priori à un contrôle a posteriori en tant que corps de contrôle de l'Etat.

Cette rencontre a été une occasion pour le Congo d'informer son hôte de l'adoption en Conseil des ministres du 14 février d'un projet de décret portant approbation de la Politique nationale du contrôle d'Etat. L'enjeu majeur de cette politique nationale du contrôle d'Etat est la mise en place d'un Système intégré du contrôle d'Etat, pilier du système de management de la performance de l'action publique.

Parfait Wilfried Douniama

## LE FAIT DU JOUR

## Pas épris de guerre mondiale

Interview de l'année, interview du mois, interview attendue, interview-événement ; c'est du « lourd ! ». Les commentaires ont été nombreux et aux tons les plus variés sur l'entretien que le président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, a accordé le 6 février au journaliste-vedette américain, Tucker Carlson, présenté par certains éditorialistes en Europe et outre-Atlantique comme un homme « controversé ». Pour un aussi long échange- deux heures au moins-, chacun de ceux qui l'ont relayé a essayé de retenir quelques morceaux « pertinents ».

Les uns se sont appesantis sur le côté martial du propos de l'interlocuteur de Carlson, quand le chef du Kremlin assène que la Russie ne peut pas perdre la guerre en Ukraine : « À mon avis, c'est impossible par définition. Ça n'arrivera jamais ! », a-t-il répété, ajoutant que « ceux qui sont au pouvoir en Occident en sont également conscients ». Il n'est pas exclu qu'une telle approche du conflit de la part du dirigeant russe soit considérée par d'autres comme de la suffisance et suscite du ressentiment, de la détermination à ne rien lâcher dans l'aide qu'ils apportent à l'Ukraine. Comme

pour dire : « On continue la guerre jusqu'au dernier combattant ».

Après deux années de conflit et des pertes lourdes de part et d'autre en matériel comme en vies humaines, quel discours voudrait-on entendre d'un des belligérants soucieux de reconforter les siens ? Certainement pas « nous faiblissons ». En tout état de cause, la coalition en face, ou ce qui en tient lieu, confirme qu'il est seul face à plusieurs. C'est à peu près l'enseignement que tout observateur distant essaye de tirer au regard des mobilisations que l'on a pu voir depuis le déclenchement du conflit, le 24 février 2022.

La question primordiale, parmi d'autres, posée par le journaliste américain au chef de l'Etat russe est de savoir si, à partir du conflit en Ukraine, la Russie n'est pas tentée de s'attaquer à un autre voisin, la Pologne en l'occurrence, avec laquelle l'inimitié est « historique » et par conséquent entrer en belligérance contre le camp occidental qui déboucherait sur une guerre mondiale dévastatrice. La réponse de Vladimir Poutine à cette éventualité est non, assortie d'une nuance : « Dans un seul cas : s'il y a une attaque contre la Russie depuis la Pologne ».

Et l'hypothèse d'une guerre nucléaire à l'initiative de Moscou, sous-tendue par des revendications territoriales au-delà des frontières actuelles de la Fédération constituée après l'effondrement de l'ex-Union soviétique en 1991 ? Là aussi le président russe déclare n'y voir aucun intérêt : « Cela contredit le bon sens de se laisser entraîner dans une sorte de guerre mondiale. Et une guerre mondiale amènerait l'humanité tout entière au bord de la destruction », expose-t-il en se disant prêt à des négociations pour sortir du conflit. En gros, il n'est pas adepte d'une guerre d'ampleur mondiale.

Parlant des Etats-Unis, notamment de leur monnaie, le dollar, le chef du Kremlin invoque une puissance reconnue par tous comme telle, mais qui n'a pas souvent saisi les opportunités qui se présentent à elle pour traiter ses ennemis éventuels, et même ses partenaires avec considération et équité : « Le dollar est la base de la puissance des Etats-Unis. Tout le monde le comprend très bien... Les dirigeants politiques ont décidé d'utiliser le dollar comme un outil politique, mais ils ont porté un coup à cette puissance américaine », résume Vladimir Poutine au

sujet des sanctions qui frappent son pays.

Mais si sur le champ de bataille les armes tonnent toujours entre la Russie et l'Ukraine appuyée par ses alliés, de l'autre côté, Moscou et Washington ne semblent pas avoir rompu tout dialogue. Les deux puissances ont trop de chats communs à fouetter qu'il leur est impossible quasiment de ne pas laisser les fenêtres du dialogue entrouvertes. Vladimir Poutine déclare, par exemple, que les deux pays continuent de se parler par le biais de leurs services spéciaux.

Candidat à sa propre succession aux élections de mars prochain en Russie, il s'abstient de penser qu'un changement de locataire à la Maison-Blanche (les Etats-Unis choisiront leur président à la fin de l'année) améliorerait tout d'un coup le cours des relations américano-russes. Ce pessimisme ambiant ne signifie pas non plus que Russes et Américains seraient prêts à en découdre à tout moment. L'on sait néanmoins qu'à la face du monde, Moscou et Washington détiennent les clés de la guerre et de la paix. Cette position privilégiée devait les inciter à se parler davantage et franchement.

Gankama N'Siah

## STATISTIQUE

# La Banque mondiale accorde 36 milliards FCFA pour poursuivre la réforme au Congo

L'appui financier de la Banque mondiale (BM) de 60 millions de dollars, soit environ 36,4 milliards FCFA, vise à renforcer les acquis du Projet de renforcement des capacités en statistiques (PSTAT). L'enveloppe devra surtout servir à la modernisation des infrastructures existantes...

L'institution de Bretton Woods est le principal partenaire du pays en matière de réforme du système statistique national, en témoigne le PSTAT financé à hauteur de 24 milliards FCFA par la BM entre avril 2015 et septembre 2023. Selon le directeur des opérations de la BM pour la République du Congo, le Cameroun, la Centrafrique, le Gabon et la Guinée équatoriale, Cheick Fantamady Kanté, l'enveloppe prête est destinée à financer l'extension du nouveau complexe de l'Institut national de la statistique (INS), la construction d'une salle de conférence, d'un amphithéâtre et des salles de classe supplémentaires.

Cette annonce est la preuve de l'engagement de la BM à poursuivre et à consolider son soutien au système statistique national, a commenté Cheick Fantamady Kanté. « Je vous invite instamment à faire preuve de créativité pour vulgariser les sciences statistiques afin d'aider les profanes et le grand public à mieux en comprendre les enjeux, à s'y familiariser et à savoir

*en faire bon usage. Les statistiques ne sont pas que des chiffres. Elles traduisent une réalité qui impacte la vie de nos concitoyens. Les appréhender aidera la communauté à s'en approprier et à les intégrer dans ses pratiques de vie courante », a-t-il déclaré le 13 février, à l'inauguration du complexe de l'INS.*

Ces édifices abritent aussi le Centre national de formation en statistique, démographie et planification. Ils ont été construits dans le cadre du PSTAT, en lien avec le Plan national de développement 2022-2026. Le bilan du PSTAT a été salué par les parties, contribuant à réduire le gap dans la production de données statistiques cruciales pour la planification d'un



Le nouveau complexe de l'INS-CASP/DR

développement durable, notamment la réalisation du cinquième Recensement général de la population et de l'habitat, l'Enquête har-

monisée sur les conditions de vie des ménages et le premier Recensement général des entreprises du Congo. L'unité de coordination du

PSTAT a réussi à mettre en place un programme de bourses des étudiants admis dans les écoles régionales de statistiques et de démographie. Elle a également appuyé le programme de stage des jeunes statisticiens formés dans les écoles de statistique africaine et a aidé l'INS à améliorer sa visibilité et à renforcer sa collaboration avec les autres acteurs du Système statistique national.

**Fiacre Kombo**

**« Je vous invite instamment à faire preuve de créativité pour vulgariser les sciences statistiques afin d'aider les profanes et le grand public à mieux en comprendre les enjeux, à s'y familiariser et à savoir en faire bon usage. Les statistiques ne sont pas que des chiffres. Elles traduisent une réalité qui impacte la vie de nos concitoyens. Les appréhender aidera la communauté à s'en approprier et à les intégrer dans ses pratiques de vie courante »**

## VIE DES PARTIS

## La FMC va se structurer pour mieux affronter les batailles futures

La Force montante congolaise (FMC) a commémoré, le 17 février à Brazzaville, ses dix premières années d'existence. A l'occasion, son secrétariat permanent a tenu, au cercle culturel Sony-Labou-Tansi, à Bacongo, un méga meeting au cours duquel il a pris l'engagement de faire du mouvement de jeunesse du Parti congolais du travail (PCT) une force politique capable de porter main forte à son parti dans ses batailles futures.

Le secrétariat permanent de la FMC, Osdet Vadim Mvouba, a lancé une campagne nationale de structuration et de restructuration des organes intermédiaires et de base de l'organisation. Il s'agit de renouveler les bureaux au sein des comités et sections afin de donner à l'organisation un nouveau souffle qui lui permettra de mieux s'imposer sur l'échiquier politique national. « La FMC célèbre ce jour ses dix ans d'existence en organisant une série d'activités politiques, notamment la structuration et la restructuration de nos organes intermédiaires et de base à Brazzaville. Car notre ambition est de faire d'elle une force politique de proposition, d'attractivité,



Osdet Vadim Mvouba s'adressant aux membres de la FMC/Adiac

de communication, capable d'accompagner activement le PCT dans toutes ses batailles politiques », a souligné Osdet Vadim Mvouba.

Dans le cadre de ces festivités, il a annoncé l'organisation, sous peu, du master class de la FMC et le lancement du site web de l'organisation. Des dispositions techniques qui vont permettre à ce mouvement de d'accompagner le gouvernement dans la mise en œuvre des séries de mesures qu'il va prendre.

Rappelons que la FMC a été créée en 2013 des cendres de l'Union de la jeunesse socialiste congolaise et du Comité d'action pour la défense de la démocratie-Mouvement de jeunesse.

**Firmin Oyé**

## FORMATION QUALIFIANTE

## Une école de tourisme et d'hôtellerie ouvre ses portes à Kintélé

«Vatel Brazzaville» a démarré officiellement ses activités le 15 février, au grand hôtel de Kintélé, dans le département du Pool, en présence de la ministre de l'Industrie culturelle, touristique, artistique et des Loisirs, Lydie Pongault, des invités de marques et de nombreux étudiants.

« Vatel hôtel et tourisme business school Brazzaville » est une école supérieure de tourisme et d'hôtellerie. Installée au Grand hôtel de Kintélé, elle propose et dispense des formations spécialisées dans les domaines de management touristique et hôtelier. Elle forme dans les filières telles que la stratégie commerciale et marketing, la gestion des ressources humaines et financières, les méthodes d'analyse et de décision, les techniques managériales, la distribution de produits et services et sur l'art culinaire et œnologie.

L'école propose deux programmes aux étudiants : le cycle brevet de technicien supérieur et le cycle licence ainsi que celui de master. Les étudiants en dernière année de master peuvent se spécialiser dans cinq filières, parmi lesquelles



Les responsables de Vatel posant avec la ministre du tourisme/Adiac

le management du luxe, l'événement management, le management entrepreneurial et du tourisme expérientiel.

« Pour cette première année test, nous voulons démarrer avec deux promotions et en ferons des projections en fonction de la tendance que nous observerons. Nous sommes d'ores et déjà persuadés

que ces jeunes ont du talent et allons les former pour qu'ils soient facilement employables. Les inscriptions sont déjà en cours et l'accès à l'institut est ouvert aux bacheliers », a précisé la directrice des études de cette école, Vaneesha Joysuree.

« Voir la prestigieuse école Vatel s'installer au Congo est pour moi un motif de satisfaction parce que nous avons besoin de former les jeunes congolais dans les métiers de l'hôtellerie et du tourisme. J'exprime ma satisfaction parce que Vatel est une grande école mondialement reconnue dans les deux domaines. Le ministère demande à tous les opérateurs qui œuvrent dans les domaines de l'hôtellerie et du tourisme à venir y former leur personnel », a invité la ministre Lydie Pongault.

Firmin Oyé

**« Voir la prestigieuse école Vatel s'installer au Congo est pour moi un motif de satisfaction parce que nous avons besoin de former les jeunes congolais dans les métiers de l'hôtellerie et du tourisme. J'exprime ma satisfaction parce que Vatel est une grande école mondialement reconnue dans les deux domaines. Le ministère demande à tous les opérateurs qui œuvrent dans les domaines de l'hôtellerie et du tourisme à venir y former leur personnel »**

## DGT

## Le personnel remis à niveau

Des cadres et agents de la Direction générale des transports terrestres (DGTT) s'imprègnent des réformes liées à la sécurité routière, à la délivrance des documents administratifs et à l'innovation du secteur. Lançant les travaux de la formation, le 15 février à Brazzaville, le ministre des Transports, Honoré Sayi, a évoqué la nécessité de moderniser ce domaine porteur.

L'activité a réuni le personnel de la DGTT mais également des délégués des sociétés connexes aux transports routiers, des centrales syndicales et des experts. Cette session de renforcement des capacités vise, d'après le directeur général des transports terrestres, Mopaya Atali, à actualiser les compétences des participants, à réviser la sécurité routière et la réglementation nationale, à renforcer les politiques du secteur et les institutions, à adhérer à l'innovation et à créer le réseautage.

« La DGTT s'engage dans la mise en œuvre d'une politique de sécurité routière, d'un dispositif institutionnel, réglementaire et opérationnel en vue de réduire considérablement le nombre et la gravité des accidents de la route. Elle va œuvrer pour l'amélioration de notre système de délivrance du permis de conduire, de certificat de capacité ou licence profes-

sionnelle et de la carte grise qui constituent des points d'ancrage du dispositif visant à l'atteinte de ses objectifs », a assuré Mopaya Atali.

Le secteur des transports terrestres est décrié à cause de nombreuses faiblesses, notamment le manque de politique de développement, de personnel qualifié et de culture de transparence. Le ministre a tenté de justifier la restructuration de la DGTT qu'il a engagée depuis quelques temps, indiquant que celle-ci consiste à une meilleure prise de conscience



et une responsabilité face à ces défis liés à la sécurité routière et au processus de libéralisation de certaines tâches régaliennes de l'État. La tutelle compte vulgariser

les documents de réforme auprès du personnel commis à la tâche. « Pour réussir la modernisation du secteur, le ministère des Transports que j'ai l'honneur

de conduire entend agir pleinement dans la mise en place d'un système de transport performant, piloté par une administration des transports terrestres plus responsable concernant le respect scrupuleux des lois et règlements de la République, particulièrement celles portant sur la sécurité routière », a déclaré Honoré Sayi.

Pendant trois jours, les participants vont donc partager des expériences sur le secteur des transports terrestres et envisager des pistes de solutions pour son essor.

Fiacre Kombo

**« La DGTT s'engage dans la mise en œuvre d'une politique de sécurité routière, d'un dispositif institutionnel, réglementaire et opérationnel en vue de réduire considérablement le nombre et la gravité des accidents de la route. Elle va œuvrer pour l'amélioration de notre système de délivrance du permis de conduire, de certificat de capacité ou licence professionnelle et de la carte grise qui constituent des points d'ancrage du dispositif visant à l'atteinte de ses objectifs »**

## AUF-CONGO

## Des universitaires édifiés sur la publication d'un article scientifique

Dans le cadre de ses activités trimestrielles, le Bureau national de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) au Congo a organisé un atelier sur la publication d'un article scientifique pour les sciences humaines à l'endroit d'une vingtaine d'universitaires, du 13 au 16 février, au Campus numérique francophone de Brazzaville, sous la houlette du Pr Edouard Ngamountsika, représentant de l'AUF-Congo.

L'atelier sur la publication d'un article scientifique pour les sciences humaines, ouvert par le Pr Edouard Ngamountsika, a été subdivisé en quatre sous ateliers, à savoir « Titre et méthodologie de recherche » ; « Introduction et conclusion » ; « Résumé structure d'un article » et « Références scientifiques ». L'objectif étant d'éclairer les doctorants et enseignants chercheurs sur la production des connaissances, de la publication d'un article ou d'un ouvrage. Une façon aussi de les familiariser avec les conventions d'écriture scientifique et les procédures d'évaluation par les pairs couramment appelées "peer review".

Selon le Pr Yvon-Pierre Ndong-Ibara, un des animateurs de l'atelier, la publication d'articles scientifiques répond à plusieurs critères.



« Celui qui veut faire une étude, la première des choses c'est de lire ce que les précédents ont écrit. Après lecture,

il peut se décider avec l'appareillage théorique appris de voir comment appliquer cette théorie sur un point spécifique qui n'a pas en-

core fait l'objet d'une étude antérieure par rapport à ses éléments qu'il a eus dans la littérature », a-t-il expliqué.

Dans leurs exposés, les formateurs ont mis un accent sur le résumé et le titre de l'article qui doit être simple, direct, précis, approprié, spécifique, fonctionnel, attractif, pertinent, informatif, original. Il s'agit là de deux éléments que les chercheurs lisent avant de scruter le texte.

A l'issue de l'atelier, les participants ont salué l'initiative de l'AUF-Congo de l'avoir organisé. Cet atelier leur a, en effet, permis de mettre à jour leurs connaissances sur la publication d'un article scientifique pour les sciences humaines ; de maîtriser la collecte des données (persée, hal, cairn, etc), la variation d'échelles en matière d'écriture, style analytique, modalités de citation, etc ; d'assimiler les modalités épistémologiques.

Rominique Makaya

## LYCÉE TECHNIQUE 5-FÉVRIER

## Les rencontres avec les parents d'élèves se poursuivent

Fermé depuis le 12 février dernier suite à une décision du gouvernement à cause de la profanation par des élèves inciviques du drapeau national, le lycée technique et commercial 5-février 1979 va bientôt ouvrir ses portes, a indiqué le directeur général de l'Enseignement technique, Gustave Fulgence René Adicollé Goum, le 16 février, lors d'une rencontre avec les parents d'élèves.

Pour la reprise effective des cours au lycée technique industriel et commercial, le ministère a exigé aux élèves et à leurs tuteurs de remplir une fiche spéciale. Dans ce document préétabli par le ministère, ils doivent donner l'essentiel de leurs renseignements, entre autres, l'identité complète, l'adresse, les coordonnées téléphoniques, le niveau d'études, la série et la classe pour l'élève. Une disposition que la direction de l'établissement a prise pour permettre de bien contrôler le mouvement et la conduite de chaque élève, mais aussi de saisir le parent en cas d'urgence ou de force majeure.

« Après le dernier incident, le ministère s'est engagé à rouvrir ces deux établissements ce mardi 20 février. Mais avant, nous avons convoqué les élèves et leurs parents pour remplir des fiches de renseignements à base desquelles nous allons contrôler chaque élève inscrit. Ces fiches nous permettront aussi d'être en contact permanent avec leurs tuteurs et n'auront accès dans les salles de classe que seuls les élèves



Les élèves et leurs parents suivant la communication du directeur général de l'Enseignement technique/Adiac

détenteurs des badges », a précisé le directeur général de l'Enseignement technique, Gustave Fulgence René Adicollé Goum. Le staff dirigeant ayant été limogé à la suite de cet incident, a-t-il renchéri, le ministère sous peu va nommer une nouvelle équipe qui va administrer momentanément

l'établissement en attendant qu'une équipe définitive soit nommée. Rappelons que peu avant le 12 février, un groupe d'élèves inciviques appelés «Bébés noirs» avait tenté de descendre du mât le drapeau national pour le remplacer par le leur de cou-

leur bleue de nuit, sur lequel ils avaient écrit : « Après l'armée, c'est nous ». L'acte d'extrême gravité repris dans certains médias et sur les réseaux sociaux avait suscité la réaction vigoureuse du gouvernement qui avait aussitôt diligenté une enquête ayant abouti à l'interpellation

et l'arrestation d'une dizaine de présumés co-auteurs. Ces bandits ont été présentés au procureur de la République avant d'être immédiatement placés à la maison d'arrêt centrale de Brazzaville pour la suite de la procédure.

Firmin Oyé

## EDUCATION

## Augmentation du nombre des bourses de la Turquie au profit des Congolais



L'ambassadeur et le ministre Jean Luc Mouthou/Adiac

« Nous sommes en train d'augmenter le nombre de bourses chaque année en fonction des demandeurs. L'année passée, nous étions à vingt-cinq, cette année nous sommes passés à trente-cinq », a expliqué l'ambassadeur de la Turquie au Congo, Hilmi Ege Türemen, lors de son échange avec le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean-Luc Mouthou. Le diplomate a souligné que les annonces relatives aux bourses sont faites sur le site Internet de l'ambassade pour que les jeunes qui souhaitent se former en Turquie fassent des demandes.

L'apprentissage de la langue turque a

également été au menu de l'échange entre les deux personnalités. Selon l'ambassadeur, plusieurs entreprises turques souhaitent investir au Congo dans divers secteurs. Les emplois qui pourraient être créés dans cette perspective pourraient aussi concerner les Congolais qui maîtrisent cette langue. Hilmi Ege Türemen a, par ailleurs, évoqué la volonté des présidents des deux pays de consolider la coopération dans plusieurs secteurs dont l'éducation, la formation... Ainsi, les négociations relatives aux accords de coopération dans le domaine de l'éducation sont en cours pour être signées dans les mois à venir.

Rominique Makaya

## PRISE EN CHARGE DE LA JEUNESSE

## L'AFD s'engage contre la délinquance juvénile

L'Agence française de développement (AFD) s'associe au Haut-commissariat à la Justice restaurative, à la Prévention et au Traitement de la délinquance juvénile pour combattre le fléau.

« L'échange nous a permis de prendre plus conscience de la complexité du sujet qui doit être traité. Nous avons eu l'occasion de passer en revue les activités que l'AFD finance au Congo qui pourraient, en quelque sorte, contribuer au traitement de cette problématique à la fois

lesquels ils peuvent apporter leur appui », a promis Maurizio Cascioli.

Il convient de rappeler que le travail ayant permis de définir cette stratégie a cerné les déterminants du phénomène ; la typologie de la délinquance ; la cartographie du phénomène sur l'espace national ainsi que



Maurizio Cascioli reçu par Adolphe Mbou-Maba/Adiac

dans l'action sociale, l'emploi, la formation », a fait savoir le directeur de l'AFD, Maurizio Cascioli, au sortir de l'entrevue avec le haut-commissaire Adolphe Mbou-Maba. L'AFD a été, en effet, destinataire de la Stratégie nationale de prévention et de traitement de la délinquance juvénile, a rappelé son directeur. « Nous allons faire circuler l'information à d'autres partenaires pour qu'ils identifient les aspects sous

les mesures pour la programmation des actions à réaliser. Par ailleurs, pour répondre à la problématique de la prise en charge des jeunes désœuvrés, déscolarisés ou en décrochage scolaire, le gouvernement avait lancé le processus de réhabilitation des centres d'insertion et de réinsertion de ces derniers dans les départements de la Bouenza et de la Cuvette.

R.M.

## AFRIQUE DE L'OUEST

## Trois pays élaborent un traité créant la confédération des États de l'AES

Une vingtaine de ministres de l'Alliance des États du sahel (AES), réunie le 15 février à Ouagadougou, au Burkina Faso, a révisé la charte de cette alliance et procédé à l'élaboration d'un traité portant sur la confédération regroupant le Burkina Faso, le Mali et le Niger.

La rencontre des ministres de l'AES regroupant une vingtaine de ministres a été présidée par le ministre en charge de la Défense du Burkina Faso, le général Kassoum Coulibaly, et ses homologues du Niger et du Mali, respectivement le général Salifou Mody et le colonel Abdoulaye Maïga. Elle a abouti à l'élaboration du traité portant création de la confédération des États de l'AES.

« Les experts ont, en effet, mené la réflexion sur des sujets d'intérêt commun aux peuples des trois Etats, élaboré un traité portant création d'une confédération réunissant les trois pays et formulé des propositions pour une architecture institutionnelle de l'AES qui devrait lui permettre de fonctionner efficacement », indique le communiqué final des travaux.

A l'ouverture, le ministre nigérien de la Défense, le général Salifou Mody, a expliqué: « Ce mécanisme permettra à notre Alliance et à la confédération de fonctionner au grand bonheur de la population du Liptako-Gourma ».

Le ministre malien de l'Administration territoriale et de la Décentralisation du Mali, le colonel Abdoulaye Maïga a, quant à lui, préconisé la coordination de l'information et de la communication, ainsi que la mise en place de dispositifs de surveillance, de riposte et d'anticipation face aux nouveaux médias qui sont « des éléments importants à intégrer dans la stratégie de communication ».

« Notre décision de retrait est irréversible et il est plus que nécessaire pour la Cédéao (Communauté économique des Etats de l'Afrique

de l'Ouest) de comprendre que ni les leçons données, ni le diktat, ni les menaces voilées, ni les intimidations, ni les diversions, ni les tentatives de déstabilisation de tout ordre ne sauraient nous détourner de nos objectifs communs de vaincre le terrorisme, mettre nos pays sur les sentiers du développement et exercer notre pleine souveraineté sur tous les plans », a expliqué le général Kassoum Coulibaly.

Rappelons que le 16 septembre 2023, le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont signé la charte du Liptako-Gourma, créant l'AES avec pour objectif d'assurer la défense collective contre les menaces terroristes. En janvier dernier, ils ont simultanément annoncé leur retrait de la Cédéao.

Yvette Reine Nzaba

## COOPÉRATION

## Environ 200 000 tonnes de blé russe livrées

Le président de l'Union céréalière russe, Arkadi Zlotchevski, a fait savoir, le 16 février, lors d'une conférence de presse, que les livraisons gratuites de blé russe à l'Afrique se font normalement.

« Environ 200 000 tonnes sont déjà allées aux pays africains pour les consommateurs. Le volume total devrait être d'environ un demi-million de tonnes. Les volumes restants sont simplement en préparation. Nous réalisons tout ce que nous avons annoncé, il n'y a aucun problème avec cela », a déclaré Arkadi Zlotchevski.

La suspension de l'accord céréalier n'a causé de préjudice à personne. « De plus, pendant cette période, malgré les prévisions des analystes, les prix du blé n'ont fait que baisser », a ajouté le chef de l'organisation.

Le premier lot a été transféré à la Somalie en novembre 2023. En janvier dernier, l'aide humanitaire a été livrée au Burkina Faso, au Mali, à la Somalie, à l'Érythrée ainsi qu'à la République centrafricaine. Actuellement, les céréales déchargées au port de Beira (Mozambique) sont acheminées vers le Zimbabwe.

Cette décision avait été annoncée par le président russe, Vladimir Poutine, au deuxième sommet Russie-Afrique qui s'est déroulé fin juillet dernier à Saint-Petersbourg. Les frais de transport ont été pris en charge par la Russie.

Y.R.Nz.

## DIASPORA

# Une «Journée de l'étudiant congolais» sera organisée à Paris

L'Association des étudiants congolais en France (AECF) organisera, en avril, la «Journée de l'étudiant congolais»(JEC) autour du thème « Émergence entrepreneuriale des jeunes congolais : unis par l'Innovation»

Pour l'AECF, le contexte actuel montre que les étudiants congolais en France manquent de plateformes pour s'exprimer et partager leurs défis. De même leur seraient nécessaires les instances susceptibles de favoriser leur formation et leur reconnaissance.

De ce fait, pour les organisateurs, lors de la journée de l'étudiant prévue le 20 avril prochain de 10h à 16h, l'objectif premier de la JEC est de fournir la première plateforme d'échanges autour de l'étudiant congolais, de montrer son excellence et d'en récompenser les efforts.

Le thème retenu permettra, au cœur, de faire place à l'innovation tout en encourageant la créativité et la recherche de solutions novatrices. Dans un même



L'AECF en séance de travail/DR

élan, il incite les étudiants à repenser les défis et à envisager des approches nouvelles pour construire des entreprises durables et prospères.

Par cette journée, l'AECF aspire à offrir aux étudiants la possibilité de partager leurs expériences, de participer à des ateliers de formation et de recevoir la reconnaissance méritée quant à leurs réussites. L'objectif global est de créer une communauté unie, inspirée par la culture congolaise et engagée dans le développement personnel et entrepreneurial.

Concernant l'entrepreneuriat, cinq étudiants présenteront leurs projets respectifs qui bénéficieront d'un accompagnement pour leur réalisation.

*Marie Alfred Ngoma*

### À propos de l'AECF

L'AECF, actrice majeure dans la communauté estudiantine congolaise, jouit d'un statut d'entraide et de fraternité entre étudiants.

Depuis cinq ans, elle s'engage à promouvoir la culture et l'éducation congolaises à travers ses activités. En France, elle est présente dans près de seize villes et compte plus de 300 membres actifs.

**Contact :** 07 45 73 53 66 / 07 80 81 81 40 -:- [contact@aecf.fr](mailto:contact@aecf.fr) <https://aecf.fr>



**VIVEZ LA BANQUE DIGITALE AUTREMENT !**

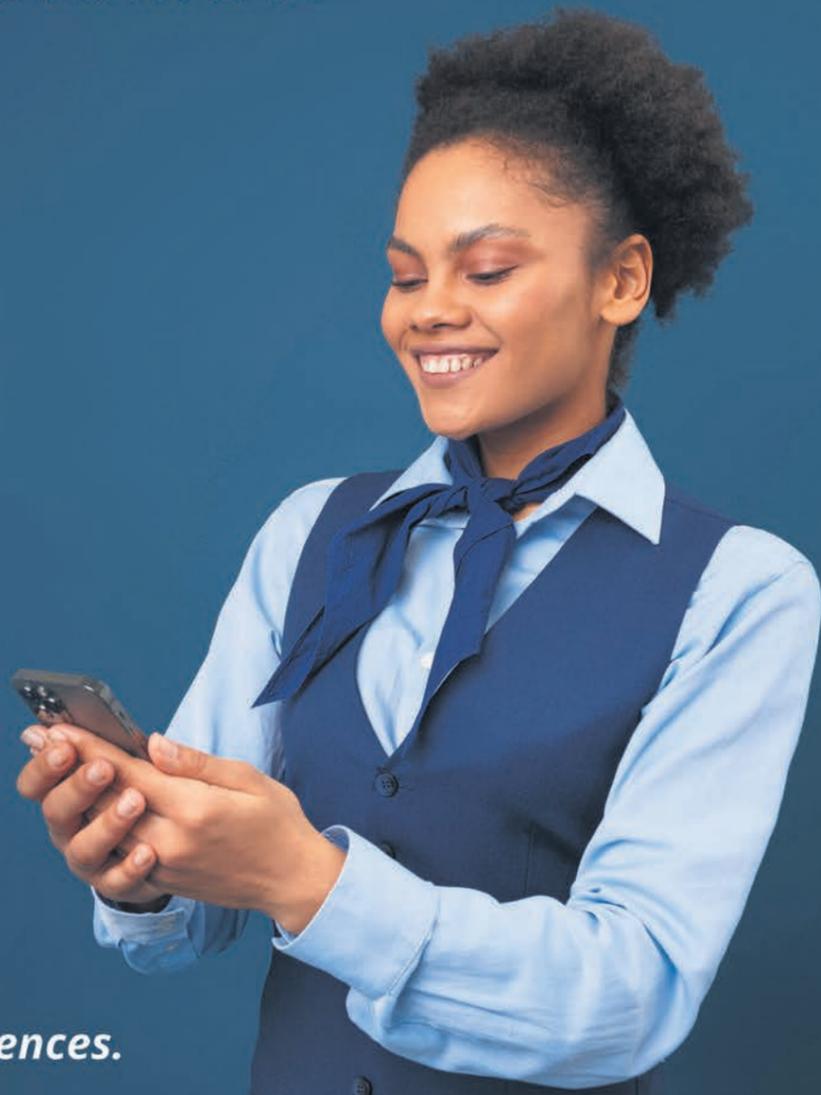
## BOAweb

- Virements de masse
- Consultation de compte
- Téléchargement et impression de relevés de compte en PDF, CSV & XLS

## MyBOA

- Gestion des comptes
- Demande de chéquier
- Virements
- Géolocalisation Agences & DAB

**Souscrivez dès maintenant dans nos agences.**



## RUSSIE

## Sergueï Lavrov appelle à mettre fin à la dépendance coloniale

Dans son discours prononcé le 16 février au Forum des partisans de la lutte contre les pratiques néocoloniales, le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a appelé à mettre fin à la dépendance coloniale dans dix-sept territoires dans le monde qui restent encore sous le contrôle d'anciennes métropoles.

« Nous proposons de développer des approches communes à la majorité mondiale pour mieux comprendre le néocolonialisme, ainsi que d'achever le travail de décolonisation lancé par la diplomatie soviétique à l'ONU », a indiqué Sergueï Lavrov dans son intervention.

De son côté, le président centrafricain, Faustin-Archange Touadéra, qui a également pris part à la rencontre, a déclaré que « le néocolonialisme entraîne le sous-développement de l'Afrique ». *Le monde a changé et le colonialisme a également changé de stratégie. Le néocolonialisme, l'une des causes principales des instabilités et du sous-développement en Afrique, est une politique impérialiste visant à utiliser diverses méthodes d'influence et de domination à son propre intérêt, ainsi que pour celui de ses entreprises au détriment d'autres nations. Il faut briser le joug du néocolonialisme dans le monde, il est temps d'en finir avec cette idéologie*, a dénoncé le président centrafricain.

Pour la Centrafrique, le fait de travailler avec les BRICS est une condition de développement, en surmontant le néocolonialisme. *Ce modèle de partenariat constitue pour nous une solution idéale aux inégalités mondiales extrêmes, aux velléités hégémoniques, néocoloniales, géopolitiques et géostratégiques de certaines puissances occidentales qui maintiennent les États africains dans la pauvreté, l'insécurité et la dépendance*, a décrié Faustin-Archange Touadéra.

Le forum pour la liberté des nations a été organisé à Moscou sur l'initiative du parti Russie unie. Des représentants des pays d'Afrique, d'Asie, d'ex-républiques soviétiques, du Proche-Orient, d'Amérique latine et d'Europe se sont réunis pour se pencher sur « la lutte contre l'intervention dans les affaires souveraines d'États et contre les pratiques néocoloniales ».

Y.R. Nz.

## SÉNÉGAL

## Macky Sall s'engage à organiser la présidentielle dans les délais

Le chef de l'Etat sénégalais, Macky Sall, s'est engagé le 16 février à organiser l'élection présidentielle « dans les meilleurs délais », après le veto mis par le Conseil constitutionnel à sa décision de la reporter au 15 décembre prochain.

Le président Macky Sall « entend faire pleinement exécuter la décision du Conseil constitutionnel » et « mènera sans tarder les consultations nécessaires pour l'organisation de l'élection présidentielle dans les meilleurs délais », selon un texte qu'il a fait publier.

Le Sénégal traverse l'une des pires crises politiques de son histoire post indépendance depuis l'annonce, le 3 février, par le président Macky Sall du report de facto de la présidentielle, prévue le 25 février. L'Assemblée nationale avait ensuite repoussé le scrutin au 15 décembre après avoir fait évacuer l'opposition de force, prolongeant le mandat du chef de l'État jusqu'à l'installation de son successeur.

Ce report a provoqué des heurts qui ont fait trois morts lors de manifestations réprimées et ont donné lieu à des dizaines d'interpellations. De nouveaux appels à manifester ont été lancés pour les 17 et 18 février.

La décision de la Cour constitutionnelle a été largement saluée comme « un facteur d'apaisement ». L'opposition et la société civile avaient dénoncé « le coup d'État constitutionnel » après le report, accusant le camp présidentiel de vouloir éviter la défaite de son candidat, le Premier

ministre Amadou Ba, et suspectant Macky Sall de vouloir se maintenir au pouvoir.

De son côté, Macky Sall a juré qu'il ne se représenterait pas pour un troisième mandat, justifiant le report par « la crainte d'une contestation du scrutin susceptible de provoquer de nouveaux accès de violence après ceux de 2021 et 2023 ».

Par ailleurs, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, l'Union européenne, la France et le Royaume-Uni ont appelé les autorités sénégalaises à se conformer à la

décision de la Cour. Le report de la présidentielle avait alarmé d'importants partenaires internationaux, inquiets qu'un pays réputé pour sa stabilité dans une région troublée ne cède à la violence. Les interrogations portent désormais sur la date du scrutin et la liste des candidats. Le Conseil constitutionnel avait validé vingt candidatures en janvier. Le porte-parole du gouvernement, Abdou Karim Fofana, a noté que le Conseil n'imposait pas de date. Il a laissé entrevoir des



Le chef de l'Etat sénégalais, Macky Sall

discussions entre le président Macky Sall et les acteurs politiques, « qui permettront d'organiser les choses ».

Le chef de l'Etat « doit prendre ses dispositions pour qu'on discute, pour qu'on voit comment mettre en œuvre la décision du Conseil », a dit l'un des principaux candidats, Khalifa Sall, qui n'a pas précisé si l'élection devait avoir lieu avant ou après le départ du président Macky Sall.

Yvette Reine Nzaba

## LIVRE

## Mgr Hervé Itoua publie le « Dictionnaire Osiga-Na-Posa » en français-akoua-lingala-swahili

L'auteur de l'ouvrage de 439 pages, publié aux éditions 3 Colonnes, en France, a fait honneur à sa préfatière, Bélinda Ayessa, directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, en lui remettant un échantillon.

« De façon providentielle, j'ai choisi parmi les dames que je connais de Makoua et j'ai dit, je vais prendre cette dame-là qui s'appelle Belinda Ayessa, elle est Makoua et parle très bien akoua. Bref, c'est le Seigneur qui m'a orienté vers elle. » C'est ce qu'a déclaré monseigneur émérite du diocèse de Ouessou, Hervé Itoua, pour expliquer les raisons qui l'ont poussé à choisir Bélinda Ayessa pour préfacier son ouvrage.

En effet, il a fallu sept ans pour que Hervé Itoua réalise cet ouvrage didactique qui décrit, explique et informe sur les us et cou-



Bélinda Ayessa recevant le livre de monseigneur émérite Hervé Itoua qu'elle a préfacé/Adiaf

tumes d'un peuple. Le but de ce dictionnaire français-akoua-lingala-swahili est de donner à un large public une voie d'accès à la culture des peuples au-delà de la forme des mots. Ce chef-d'œuvre de monseigneur émérite Hervé Itoua permet aussi de découvrir la richesse de la langue akoua.

Monseigneur émérite Hervé Itoua, qui rêve de produire une encyclopédie en langue akoua associée à plusieurs langues pour rendre hommage aux bâtisseurs de Makoua Penda, estime qu'à travers cet ouvrage, les Congolais devraient prendre

conscience de leur identité. « Je suis sûr et certain que le président de la République est le premier citoyen à favoriser ce genre d'ouvrage pour que nous prenions conscience de notre identité culturelle, de nos traditions pour que les Congolais soient à part entière reconnus par eux-mêmes, qu'on forme une seule nation avec beaucoup de richesses de tout horizon », a-t-il indiqué.

Notons que monseigneur émérite Hervé Itoua a été ordonné prêtre le 12 juillet 1970. Il est auteur de quelques ouvrages.

Bruno Zéphirin Okokana

## GUERRE DANS L'EST

## Miriam Ntumba Ntite interpelle la communauté internationale

Dans un cinglant réquisitoire, la députée neerlandaise, Miriam Ntumba Ntite a noté que les mouvements de protestation en ligne et dans les rues de Kinshasa observés ces derniers temps exigent une plus grande attention de la communauté internationale face à la violence dans l'Est de la RDC.

D'origine congolaise et élue députée de la ville de Zwolle dans l'Etat d'Overijssel au Pays-Bas, Miriam Ntumba Ntite n'a pas coupé le cordon ombilical avec sa mère patrie et, surtout, elle suit de près ce qui s'y passe et se dit préoccupée par la dramatique situation sécuritaire dans l'Est. Au cours de la séance parlementaire du 16 février et devant la représentante d'Amnesty international, elle a porté un cinglant réquisitoire contre la communauté internationale à qui elle reproche son silence gênant au regard du récent développement de la situation sur le terrain. « *Le peuple congolais dans le monde entier souligne le désespoir de la situation et accuse les gouvernements occidentaux de soutenir le Rwanda qui agresse la République démocratique du Congo (RDC) et il n'y a aucune pression exercée sur ce pays pour mettre fin à la violence dans sa partie est* », a lancé Miriam



La députée Miriam Ntumba Ntite faisant son réquisitoire./DR

Ntumba Ntite.

Faisant un rappel historique de cette guerre d'agression, l'élue de Zwolle dresse un bilan macabre de «plus de dix millions de Congolais tués depuis 1997». Aujourd'hui,

a-t-elle souligné, le groupe terroriste M23 soutenu par le Rwanda attaque continuellement plusieurs villages et villes de cette région, forçant la population à quitter ses zones d'habitation.

La députée Miriam Ntumba a, en effet, rappelé que la guerre imposée injustement à la RDC produit des conséquences fâcheuses sur le plan humanitaire, avec plusieurs millions de déplacés

internes et externes. Selon elle, la communauté internationale ne devrait plus rester silencieuse face à ce drame humanitaire. «*Elle doit agir avec des actions claires et précises pour contraindre le Rwanda à stopper cette aventure de vieille histoire*», a-t-elle insisté, dénonçant les visées de pillage des ressources minières de la RDC à travers cette guerre.

Selon Miriam Ntumba Ntite, les mouvements de protestation en ligne et dans les rues de Kinshasa observés ces derniers temps exigent une plus grande attention internationale face à cette violence. «*Avec ces mouvements de protestation, les Congolais attirent l'attention de la communauté internationale sur la grave crise humanitaire dans leur pays et appellent au retour de la paix*», a-t-elle fait savoir. La députée était assistante parlementaire en RDC, notamment au Sénat en 2007.

Lucien Dianzenza

AGENCE D'INFORMATION  
D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE | LE COURRIER DE KINSHASA | LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO | ADIAC TV

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

## ADIAC NEWSLETTER

L'information du Congo et de sa région en un CLIC

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter et restez informés des principaux faits marquants de l'actualité.



## GOUVERNEMENT SAMA II

## Le top 10 des femmes ministres

Le premier média des femmes en République démocratique du Congo, Pourelle.Info, a rendu public récemment le top 10 des femmes ministres du gouvernement Sama II. Ce classement présente les réalisations de dix femmes au sein de l'exécutif national.

La liste est constituée de la ministre d'Etat, ministre de l'Environnement, Eve Bazaiba; la ministre d'Etat, ministre de la Justice et garde des sceaux, Rose Mutombo; la ministre d'Etat, ministre du Plan, Judith Suminwa; la ministre des Mines, Antoinette N'samba Kalambay; la ministre déléguée chargée des Personnes vivant avec handicap, Me Irene Esambo; la ministre de la Culture, Arts et Patrimoine, Catherine Katungu Furaha; la ministre de l'Emploi, Claudine Ndusi; la ministre du Genre, Famille et Enfant, Mireille Bibi Masangu; la ministre de la Formation professionnelle, Antoinette Kipulu; et la vice-ministre des Finances, O'Neige N'Sele Mimpa.

« A en croire la directrice de publication de Pourelle.Info, un média spécialisé sur l'actualité des femmes, Esther Mpezo Omba, ce top 10 ne signifie pas que les autres femmes membres du gouvernement ont démerité. Toutes ont bien travaillé d'autant plus que chacune d'elles a des assignations qui lui sont propres, pour l'amélioration des conditions de vie des Congolais mais dix en ont encore fait mieux et méritent de figurer dans ce classement », explique-t-elle.



La directrice de publication de "Pourelle.Info", Esther Mpezo/DR

Le but ce classement, fait-elle savoir, vise non seulement à encourager les ministres femmes à fournir davantage d'efforts, chacune dans son secteur, mais aussi d'aider la population à connaître leurs actions, parce qu'elles ont l'obligation des résultats, même si l'on sait qu'elles travaillent dans un contexte de fois difficile et chaque femme dans un rythme donné.

En plus, martèle-t-elle, jusqu'à présent la parité dans le pays n'a

pas encore atteint les 50% prévus dans la Constitution. Donc, les femmes sont moins représentées dans les différents gouvernements qui se succèdent. Sur cinquante-deux membres actuellement, il n'y a que seize femmes. Ceci, révèle Esther Mpezo Omba, a motivé à initier ce classement pour mettre en lumière les grandes réalisations et les efforts des femmes ministres ayant fait preuve des actions innovantes à

impact socialement significatif. « Question de faire également savoir que les femmes ne sont pas moins efficaces dans ces postes. Ceci pourra peut-être amener à la nomination de plus de femmes au sein du gouvernement ou dans d'autres services du pays, les femmes compétentes existent », indique-t-elle.

Parlant des critères de sélection de ces dix femmes sur les seize qui sont au gouvernement, Esther Mpezo cite l'appropriation des assignations, la compétence et l'impact social des actions menées. Elle a, par ailleurs, indiqué que le top 10 « ne fait pas un classement du premier au dernier des ministres, puisque les assignations des unes sont différentes de celles des autres, et les secteurs se différencient. Se retrouver dans le top 10 signifie simplement qu'elles ont été plus actives et leurs actions ont un peu plus impacté que celles des autres. Dans le magazine, elles sont classées selon leur présence dans le gouvernement ».

Répondant à la question de savoir combien ont payé les dix femmes ministres nommées pour figurer dans le top 10 du magazine «Pourelle.Info», Esther Mpezo tranche : « Ceci n'est pas dans notre ma-

nière de faire. Aucune femme ministre n'a été contactée pour payer quoi que ce soit pour être alignée dans le top 10. Je rappelle que "Pourelle.Info" travaille pour la visibilité des femmes dans tous les domaines de la vie. Nous avons passé en revue leurs réalisations qui ne sont presque pas connues du grand public et l'impact de celles-ci. Nous avons également fait un sondage auprès de la population congolaise sur chacune d'elles ».

Dans le souci de pousser les femmes qui occupent des postes de responsabilités dans le pays à faire mieux, Esther leur lance ce message : « Juste demander aux femmes dans l'exécutif national et provincial de mieux communiquer sur leurs actions menées et qui ont un impact social, que de nous parler seulement de leurs audiences. Ceci permettra à la population de maîtriser les assignations de chacune et d'éviter des critiques sans fondement. Et à nous les médias de faire large diffusion de ce que les femmes ministres arrivent à réaliser pour permettre à chaque Congolais de comprendre les responsabilités réelles des ministres ».

**Blandine Lusimana**

## PARTENARIAT UNICEF-AIRTEL

## Lancement du programme « Ensemble réinventons l'éducation en RDC »

Le lancement du programme en faveur de la promotion du numérique des enfants en République démocratique du Congo (RDC) est intervenu le 16 février, au cours d'une cérémonie de signature de partenariat entre l'Unicef-RDC et la société de télécommunications Airtel, à Kinshasa.

La signature du partenariat pour booster l'éducation numérique est un pas de géant dans la formation de milliers d'enfants et de jeunes en RDC. Elle offre donc une opportunité de taille pour permettre un accès continu à l'éducation et pour améliorer les apprentissages.

Selon la représentante adjointe de l'Unicef/RDC, Kathya Morino, ce partenariat ayant pour slogan « Ensemble réinventons l'éducation en RDC » contribuera à positionner l'éducation comme un fondement pour améliorer la vie des Congolaises et des Congolais et à renforcer la compétitivité du pays et son développement durable.

Elle a, par ailleurs, rappelé qu'en 2020, l'Unicef a lancé au niveau mondial l'initiative « Réimaginer l'éducation », qui vise notamment à offrir à travers la technologie numérique des opportunités d'apprentissage aux enfants et aux jeunes qui n'y ont pas encore accès, particulièrement les filles, et à combler les lacunes d'apprentissage constatées à la suite de la pandémie mondiale de la covid-19.

Dans le cadre du partenariat entre Airtel et l'Unicef en RDC, a-t-elle poursuivi, un projet pilote de promotion de l'apprentissage numérique a été implémenté en 2022, dans les provinces de Kinshasa et du Haut Katanga, permettant à vingt écoles secondaires d'être



Les signataires du partenariat Unicef-Airtel/DR

connectées à internet.

« Grâce à la connectivité, disponible par Airtel, mais également au renforcement des capacités des enseignants dans l'utilisation de supports numériques, notamment de la plateforme "Ma classe", plus de cinq mille élèves, dont 57% de filles, vont bénéficier d'opportunités d'apprentissage de qualité », a indiqué Kathya Morino.

Faisant suite à la signature de l'accord de partenariat entre l'Unicef et Airtel en RDC, qui a eu lieu le 29 septembre 2022, la directrice ad-

jointe de l'Unicef s'est dit heureuse de lancer officiellement ce partenariat ayant pour slogan « Ensemble réinventons l'éducation en RDC ». Toutefois, elle reste assurée que la réussite de ce programme est conditionnée par la participation et l'implication de différentes parties prenantes. Cela contribuera à positionner l'éducation comme un fondement pour améliorer la vie des Congolaises et des Congolais et à renforcer la compétitivité du pays ainsi que son développement durable.

Pour le directeur d'Airtel-RDC,

Thierry Dasonama, la matérialisation de cet ambitieux programme est une réponse à la vision du chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, qui envisage « de faire du numérique un moteur d'intégration, de bonne gouvernance, de croissance économique et du progrès social ». Soutenant cette vision, il a laissé entendre que Airtel-RDC s'engage résolument dans cette voie en exploitant la couverture (4G) en vue de matérialiser cette transformation en faveur d'une éducation de qualité grâce au numérique. Tout en précisant que ce pro-

gramme vise deux axes majeurs, la formation du personnel enseignant et administratif sur l'outil technopédagogique et l'accès à l'internet à tous pour encourager une éducation pleinement digitalisée, Thierry Dasonama a martelé qu'à l'heure du XXIe siècle, l'éducation « doit préparer les jeunes à une structure numériquement enrichie pour le métier et les compétences révolues à grande vitesse ».

Démontrant l'importance de ce programme dans l'apprentissage des jeunes, le directeur en charge de la coopération internationale au ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et technique, Lambert Mbadu, a circonscrit le cadre de la signature de ce partenariat. « Ce partenariat est scellé en vue d'augmenter et d'améliorer la connectivité internet dans les écoles et les communautés en RDC. L'objectif étant de favoriser l'apprentissage numérique avec pour conséquence l'accès continu à l'éducation et l'amélioration des résultats scolaires ».

Notons que la réussite de ce programme qui va booster l'éducation numérique en RDC nécessite non seulement l'implication de toutes les parties prenantes concernées mais aussi la disponibilité de fonds dans le cadre de la promotion de l'apprentissage numérique.

**B.L.**

## LITTÉRATURE

## Audrey CP Mougolo présente son nouvel ouvrage

Congolaise résidente aux Etats-Unis d'Amérique, Audrey CP Mougolo a foulé le sol brazzavillois, le 16 février, et a présenté le lendemain son nouvel ouvrage intitulé « Taboo and impurity » .

« J'évolue aux Etats-Unis d'Amérique et suis venue sur la terre de mes ancêtres pour présenter le livre que je viens de publier, intitulé « Taboo and impurity » et également m'enquérir davantage des traditions et la culture de mon pays », a inoqué Audrey CP Mougolo, à sa descente d'avion à l'aéroport international Maya-Maya.

Le livre « Taboo and impurity » parle des traditions congolaises qui sont liées dans la société et dans la vie humaine. En effet, dans les anciens temps, écrit l'auteure, leurs ancêtres croyaient que la meilleure façon de respecter les conventions religieuses c'était d'éviter la pollution qu'elle assimile dans son livre aux péchés qui les empêchent d'aller de l'avant, les péchés qui les impactent dans la vie



L'écrivaine Audrey CP Mougolo à son arrivée à l'aéroport international Maya-Maya/Adiac

humaine et sociale.

Audrey CP Mougolo parle aussi de l'estime qu'elle a développée, de la spiritualité et des règles alimentaires congolaises. « Je suis à Brazzaville parce que c'est ma terre natale. Comme on dit toujours, on ne peut pas changer ses origines, par contre on peut changer l'identité. Je ne pourrai donc jamais changer mes origines. Nos traditions, nos valeurs, nos cultures, c'est ça qui fait que les Africains soient uniques. Ici, je vais parler avec mes grands-parents aussi, leur parler de mon livre et prendre encore plus de connaissance », a-t-elle indiqué.

Notons que le livre « Taboo and impurity » est publié en version anglaise et la version française est en cours. Elle sera disponible d'ici peu.

Bruno Zéphirin Okokana



**LIBRAIRIE**  
LES MANGUIERS

Un Espace de Vente: Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE (africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc.



Un Espace culturel Pour vos Manifestations :  
Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace  
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.



Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassous N'Gusso  
immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert

DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h  
SAMEDI 9 h - 13 h



## LITTÉRATURE

## « Le Lissoubisme » vient de paraître

Paru aux Editions LMI, l'ouvrage « La pensée politique de Pascal Lissouba: le Lissoubisme », écrit par Martin Koumba, a été présenté le 16 février au musée Cercle africain de Pointe-Noire, en présence des parents, amis et proches de l'illustre homme d'Etat congolais, disparu en 2020 à Perpignan, en France.

L'ouvrage est un essai politique de 120 pages reparté en treize séquences narratives précédées d'un avant propos et d'une introduction, a dit Guy Serge Mayeko, le critique littéraire en présentant d'entrée l'œuvre. Celle-ci, a-t-il poursuivi, a pour objectif d'apporter un éclairage sur le combat intellectuel et politique d'un homme: Pascal Lissouba, homme d'Etat congolais, homme de sciences, intellectuel, humaniste et panafricaniste...

Selon lui, l'essayiste Martin Koumba, en écrivant ce livre, a été animé par le désir pressant de combler un vide devant l'une des sommités qui a marqué et qui marquera encore pour longtemps l'histoire politique du pays. Il s'est engagé dans cet exercice redoutable : écrire sur Lissouba en donnant un contenu pour formaliser le « Lissoubisme ». Il a ajouté qu'outre le vide à combler, il y a aussi le temps politique à rattraper. En présentant la pensée politique de Pascal Lissouba, l'auteur vient positionner et place sa vision politique dans l'espace-temps.

Ce livre est une réflexion sur le



Martin Koumba échangeant avec l'assistance Adiac

pouvoir politique, le développement de la société, sa construction, sa gestion, les idées politiques et les concepts chers à Pascal Lissouba (science-technologie, démocratie, dialogue et consensus, formation et emploi, innovation, culture et arts, diplomatie, décentralisation, le panafricanisme, la politique, le sens d'un parti politique...). L'exploitation de toutes ces fonctions a débouché sur un diagnostic et une thérapie anticipée, a dit Martin Koumba.

« Pascal Lissouba, l'intellectuel, homme des sciences, hommes

des arts et des lettres, homme d'Etat », « Technocrate plutôt qu'ideologue », « Les fondements du lissoubisme », « La démocrate », « La décentralisation », « Le partage du pouvoir », « la redistribution de la richesse nationale », « le dialogue et le consensus pour la résolution des conflits politiques internes », « L'éducation, la formation, la science et la technologie, facteurs de développement », « La culture, pilier de la souveraineté et de; la puissance du Congo », « La diplomatie lissoubiste : le Congo, l'Afrique, la France,

le monde », « Les traits caractéristiques du lissoubisme », « Le parti comme outil de combat politique... sont les grandes parties qui meublent l'ouvrage écrit dans un style simple et alerte comme l'a reconnu le critique littéraire. « La plume pleine de verve et de véracité a su formaliser la pensée et l'action politique d'un homme : Pascal Lissouba », s'est convaincu Martin Koumba.

Un point de vue aussi partagé par l'auditoire qui a félicité le travail de l'auteur en louant son courage et son mérite en pro-

duisant cette œuvre littéraire pour la postérité.

« *Ecrire sur le lissoubisme, c'est écrire sur des vérités, des réalités et des évidences politiques, économiques, sociales et culturelles innombrables qu'il a portées. Le faire, c'est vouloir formaliser sa pensée et son action politique, pour que l'homme ne soit pas un mythe, une fiction politique ou un personnage, historique relevant de la légende mais plutôt une source d'inspiration politique pour les jeunes générations et pour le futur. C'est aussi pour les besoins de justice et d'histoire que nous avons cru bon de nous jeter à l'eau. Pour la justice et l'histoire, cette publication constitue une plaidoirie pour la défense d'un idéal, d'une certaine idée de la pratique politique et d'une vision, face au progrès de l'histoire portant sur la pensée et les idées politiques d'un homme mal compris et d'une œuvre inachevée. C'est aussi l'occasion de corriger des contre-vérités véhiculées sur sa personne et sa pratique politique* », est écrit en quatrième de couverture.

Hervé Brice Mampouya

## VIE ASSOCIATIVE

## L'ALDSC fait de la défense des intérêts des sportifs sa priorité

Quatorze mois après sa sortie officielle, l'Association de lutte pour les droits des sportifs congolais (ALDSC) a décidé d'agir pour faire connaître sa mission de défendre et protéger les sportifs de haut niveau.

« La meilleure protection pour les sportifs est de leur permettre d'accéder au statut de sportifs professionnels. Ils pourront alors bénéficier de tous les avantages que leur confère le métier : couverture sociale, assurance maladie, accident, chômage partiel ou total... », a expliqué Junior Mobonda, le président de l'ALDSC. Il s'est montré rassurant quant à une possible collaboration avec le ministère des Sports et le Comité national Olympique et sportif congolais pour mener à bien cette mission.

Pour cette nouvelle année, le premier travail consiste à réunir les secrétaires généraux des fédérations sportives nationales afin de leur faire connaître le bien-fondé de l'association puis donner aux athlètes les éléments nécessaires pour la lutte contre le dopage. L'association à caractère sportif créée le 12 décembre 2022, a pour missions, entre autres, de sensibiliser les sportifs aux conséquences du dopage et

ses excès et garantir en même temps le bien-être social des sportifs pendant ou après leur carrière, tout en développant la solidarité entre les différents clubs ainsi qu'entre leurs éléments.

Coordonner, orienter, organiser et vulgariser le sport dans le pays fait partie des objectifs fixés tout comme lutter et dénoncer les injustices, la mauvaise gestion, le harcèlement sexuel, la corruption en milieu sportif. « Nous prônons l'égalité des chances et de rémunération. Le sportif a le droit de recevoir un pourcentage équitable des bénéfices économiques générés par son activité. Les athlètes ne doivent pas être victimes de discrimination, d'abus d'intimidation ou de violence dans l'exercice de leur travail. Tout athlète a le droit d'accéder à des opportunités de développement de carrière(...) c'est aussi du sportif », a estimé le président de cette association.

Développer le sponsoring



est un défi à relever. Le sport congolais, constatent les membres de l'association, n'est pas sponsorisé alors qu'il existe des entreprises et des institutions qui pourront prêter main forte à l'Etat et augmenter leur chiffre d'affaires. « Il s'agit d'un projet qui rompt avec la pratique peu orthodoxe de la gestion et la coordination des affaires longtemps observées au sein du sport de haut niveau congolais, lesquelles n'ont pas permis aux sportifs congolais d'atteindre

les résultats escomptés dans diverses disciplines », a-t-il justifié.

L'ALDSC s'engage aussi à développer d'autres valeurs comme la culture du management sportif, l'esprit d'équipe, le dépassement de soi, la solidarité et le respect... Autant de valeurs que l'on peut retrouver, selon cette association, sur la feuille de route des grands sportifs comme des dirigeants d'entreprise. « J'encourage la jeunesse à ne pas baisser les bras et continuer à rêver

du sport congolais. Ne vous découragez pas, luttons plutôt ensemble pour améliorer les choses. Le sport peut être d'une grande importance dans le développement d'un pays, d'une génération et d'un individu », a lancé Junior Mobonda.

Notons que Junior Mobonda est secondé par Prevert Kitaté. Lionel Tchiloemba occupe le poste de secrétaire général et Jodel Ossou est la trésorière puis Eric Semba est membre.

James Golden Eloué

### NÉCROLOGIE



Martial Nathalis Del Mombongo informe parents, amis, la fraternité Sainte-Thérèse de l'enfant Jésus et connaissances du décès de sa mère Nicole Marie Antoinette Mombongo née Moluba, survenu le 8 février 2024 au CHU de Brazzaville.

Le deuil a lieu à son domicile sis, n° 16, rue Loango à Poto-Poto, arrêt de bus Mbakas.

Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement.  
Union de prière.

### CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Bakana Manassé Nora.  
Je désire être appelée désormais Massengo Manassé Nora.  
Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra s'opposer dans un délai de trois mois.

### IN MEMORIAM



Grégoire Essende Obou  
21 février 2021 - 21 février 2024.

Voici trois ans que Dieu te rappelait à lui, Rock Ngassakys, les familles Essende, Ingoulou, Ikiemou et la veuve Essende Ngassaki gardent de toi, ta gentillesse, ta générosité et surtout ton amour envers les autres.

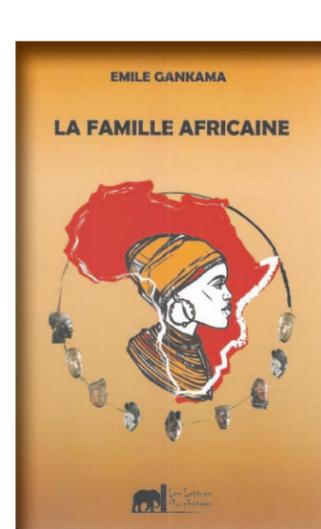
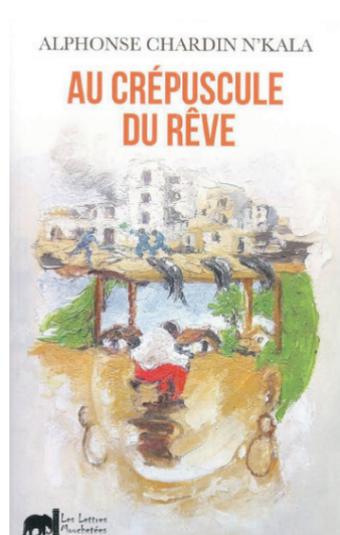
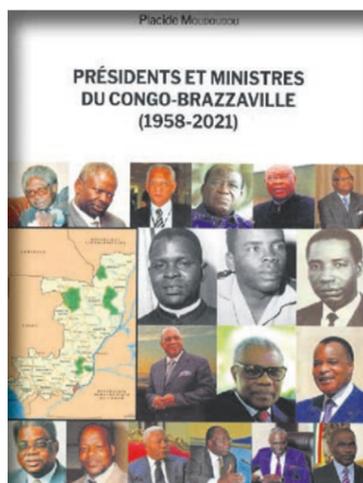
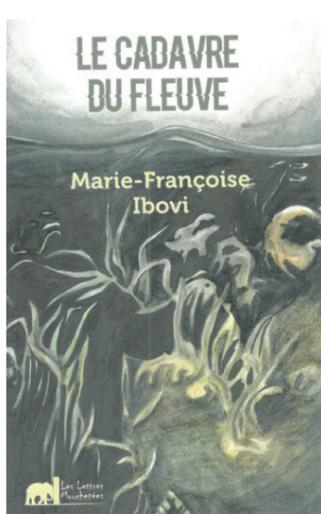
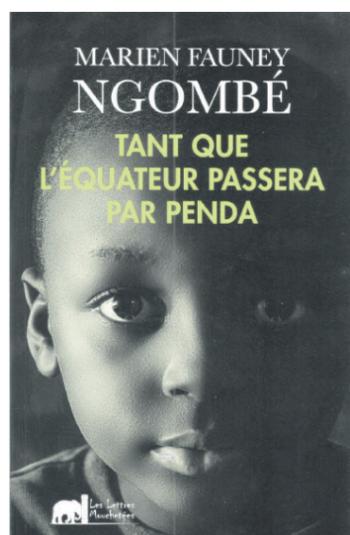
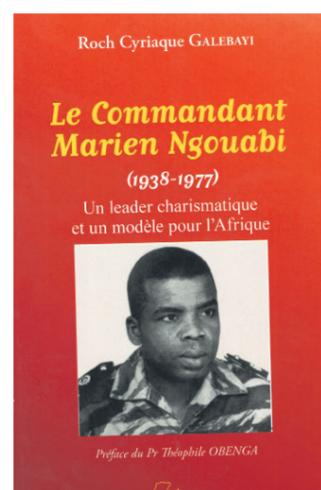
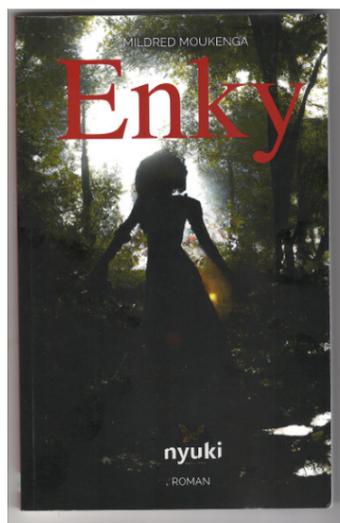
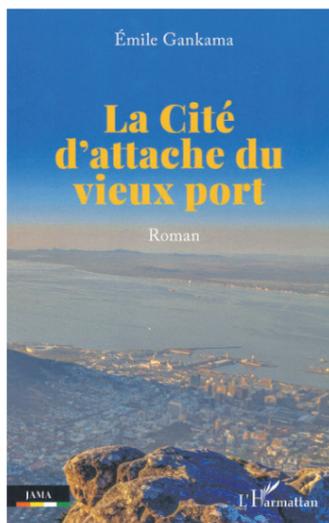
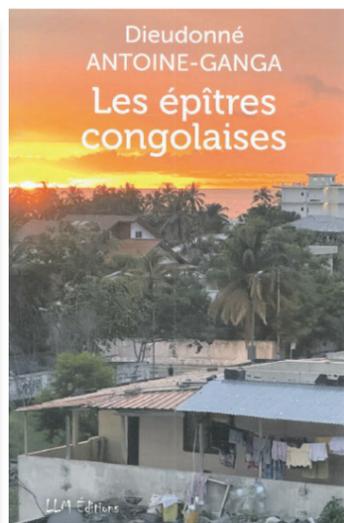
Que puisse ton âme se reposer en paix et ton souvenir inoubliable dans les cœurs de ceux qui t'ont aimé et qu'ils aient une pensée pieuse en ta mémoire.

Les enfants Ephiri (Armel, Chabert, Wilfrid, Ornela, Delie, Beranger et Bode) pleurent leur mère Mme Ephiri née Ngossie Colette décédée le 7 février 2024 à Brazzaville.

Maman tu as été pour nous une grande école, un grand centre d'encadrement et de formation. Nous ne t'oublierons jamais. L'inhumation aura lieu le 20 février 2024.



## EN VENTE



## AGENCE CONGOLAISE POUR L'EMPLOI

## Lancement du premier club

Structure intermédiaire entre les demandeurs d'emploi et les entreprises, l'Agence congolaise pour l'emploi (ACPE) a lancé, le 16 février au centre Trainmar à Pointe-Noire, le premier club d'emploi en faveur de la jeunesse

Après Brazzaville en janvier dernier, l'ACPE a posé un acte louable devant près de cent quarante étudiants venus des différentes universités de la ville océane parmi lesquelles, l'Ecole supérieure de technologie du littoral, EAD, Ucac-Ucam, Sueco, Emip, très séduites de la plate-forme mise en place. L'acte posé par l'ACPE s'inscrit dans le cadre de ses missions qui consistent à accueillir, informer et orienter toutes les personnes dans la recherche d'un emploi, d'une formation ou d'un conseil professionnel et de collecter les offres des entreprises, les traiter et les mettre en relation avec les demandeurs d'emploi.

Satisfait de cette initiative, le directeur de la coopération et du partenariat du centre Trainmar (Ecole supérieure de formation en transport et logistique), dans son mot de bienvenue, a exprimé sa joie à l'endroit de l'ACPE qui vient de concrétiser son vœu de collaborer pour accompagner les étudiants à la recherche de l'emploi. Il a poursuivi qu'il y a des techniques appropriées pour la recherche de l'emploi d'où l'importance de la formation. « Nous sommes là pour assurer l'alternance intergénérationnelle car nous sommes ap-



Une vue des participants Adiac

pelés à vous céder la place mais, pour le faire, nous voulons vous préparer. Ce club est pour moi un grand pas pour la réussite des jeunes», a-t-il renchéri.

Prenant la parole, la cheffe de service orientation de l'ACPE, Kialoungou Mahamat, a souligné que son rôle est de guider les étudiants et leur donner les astuces dans la recherche de la formation d'emploi. « Ce club est un lieu d'échange. Parmi nous ici, il y a des étudiants qui sont venus de plusieurs universités avec des filières différentes, mettons-nous ensemble pour mutualiser, in-

teragir avec nos différentes intelligences pour voir comment nous allons avancer », a-t-elle indiqué. L'ACPE, a-t-elle poursuivi, joue le rôle d'intermédiaire entre les entreprises et les demandeurs d'emploi, notamment les étudiants et ceux qui sont à la recherche de formation. « Nous sommes là pour vous apporter notre accompagnement et notre soutien. Chercher du travail c'est déjà un travail en soi et cela commence par un projet. Quand on fait une formation, cela doit être un projet, quelque chose de réfléchi qui va vous porter une ouverture dans

le future », -a-t-elle martelé.

De son côté, Eric Ikongo, conseil, relation, entreprise de l'ACPE, a expliqué que leur mission est de créer la connexion entre les entreprises et les demandeurs d'emploi. Ce club permet d'informer les demandeurs d'emploi qui, parfois, ne savent pas comment appréhender l'information. « On se rend compte que les gens demandent l'emploi mais le curriculum-vitae est mal rédigé. Le problème n'est pas au niveau des emplois eux-mêmes mais du chercheur qui n'arrive pas à prendre en compte tout ce que les entreprises de-

mandent », a-t-il souligné.

Notons que cette rencontre a permis aux agents de l'ACPE de se mettre ensemble avec les demandeurs d'emploi afin de recenser leurs problèmes et leurs propositions pour élaborer un plan dynamique qui leur permettra de décrocher facilement l'emploi à la fin de leur formation. « Nous sommes là pour les accompagner dans la rédaction des curriculum vitae et de tout ce qui va pour la demande d'emploi. L'objectif du club est que les chercheurs d'emploi aient une base de données et qu'ils soient compétitifs au marché de l'emploi », a ajouté Eric Ikongo.

Les étudiants ont de leur côté salué l'initiative de l'ACPE dans leur démarche de la recherche de l'emploi. « On a parlé de l'orientation, nous sommes nombreux qui n'avaient pas l'information sur l'ACPE. Maintenant que nous sommes réunis dans un même club, la tâche devient moins difficile pour nous. Je remercie l'Etat congolais qui vient de nous apporter une petite assistance à travers l'ACPE », a indiqué Léal Bravy Bakala, président des étudiants à l'EAD Pointe-Noire.

Charlem Léa Itoua

## HUMEUR

## Et le panier de la ménagère...

Ce qui se passe dans le commerce au Congo donne l'impression d'une situation qui n'admet aucune règle, alors qu'il fut un temps où les balances étaient exigées et imposées à tout vendeur pour, d'une part, minimiser les coûts des marchandises et, d'autre part, garantir leur poids réel.

Des prix étaient homologués et des contrôles commerciaux étaient fréquents. Mais aujourd'hui, tout ceci a baissé d'ampleur. Des marchandises et denrées alimentaires sont vendues chers du jour au jour, et c'est le panier de la ménagère qui paie le lourd tribut. Et comme les balances ont radicalement disparu, il y a une vraie spéculation des prix des denrées.

Non seulement les prix augmentent quotidiennement, mais il y a aussi la quantité de la denrée ou de la marchandise qui a diminué considérablement. Pire, des mercures et enseignes qui fixaient les prix de certaines catégories de marchandises n'existent plus dans nos marchés. Ces manquements et l'impuissance des autorités en charge des questions commerciales ont laissé le champ libre aux commerçants véreux.

Que de lamentations car il est très difficile, par exemple, avec la somme de 3000 FCFA, de nourrir quotidiennement une famille de trois personnes. C'est une vraie anarchie des prix qui s'est installée dans nos marchés. Un piment coûte 100 FCFA et un oignon 200 FCFA ; trois petits morceaux de poisson salés de cinq centimètres

coûtent 1750 FCFA au lieu de 500 FCFA comme par le passé, sans oublier des pratiques commerciales honteuses dans des boucheries. Allez-y comprendre !

Ainsi donc, pour une même denrée vendue à l'étal par deux commerçantes, la différence des prix est criarde, deux petits silures fumés à 1500 FCFA chez l'une et 3000 FCFA chez l'autre, et on se demande sur quelle base ces prix sont-ils fixés. Quelques rares balances dans des boucheries sont arrangées pour tromper la vigilance des acheteurs, car le poids indiqué n'est pas celui-là mais plutôt un trompe-l'œil, puisqu'il n'y a aucun contrôle. C'est écœurant !

Et même si les balances ne sont plus utilisées, où sont alors passés des prix homologués par des services commerciaux ? Et cela se passe au su et au vu de tous. Les acheteurs des denrées n'ont que des yeux pour pleurer car ils n'ont aucune décision à prendre. Le combat contre la vie chère ne passe non pas seulement par la surproduction mais il devrait aussi avoir, de façon continue, des contrôles réguliers pour arrêter cette déviance commerciale.

Si des mesures sérieuses ne sont pas prises, ces agissements en matière des prix des denrées dans des marchés, boucheries, magasins et boutiques vont se perpétuer. « Faire des achats dans des marchés est devenu un véritable casse-tête », déclarait une ménagère.

Affaire à suivre !

Faustin Akono



## 37° SOMMET DE L'UNION AFRICAINE

## Mohamed Ould Ghazouani prend la tête de l'Organisation

Le président mauritanien, Mohamed Ould Ghazouani, a succédé à son homologue des Comores, Azali Assoumani, à la tête de l'organisation continentale pour les douze prochains mois, et promet d'œuvrer en vue de l'avènement d'une Afrique « prospère et en paix ».

A l'ouverture des travaux des chefs d'Etat, le 17 février, à Addis-Abeba, la capitale éthiopienne, 48 délégations sont présentes sauf celles des pays suspendus des instances de l'organisation pour violation de l'ordre constitutionnel ayant entraîné des changements au sommet de l'Etat (Soudan, Mali, Burkina Faso, Guinée, Niger, Gabon). Dans son allocution de circonstance précédée par une minute de silence observée en mémoire du chef de l'Etat namibien, Hage Geingob, décédé le 4 février, le président de la Commission de l'Union africaine (UA) a salué les succès obtenus par l'organisation panafricaine au cours dans son processus d'affermissement :

« Nous avons eu quelques conquêtes et les différents rapports inscrits à notre agenda mettent en relief que la réforme institutionnelle avance avec succès, l'intégration a progressé et la zone de libre échange continentale se met peu à peu en marche, le fonds de la paix se met en place, et le rythme de son opérationnalisation est satisfaisant », a déclaré Moussa Faki Mahamat tout en appelant les Etats membres à plus de sacrifices et les partenaires



Les chefs d'Etat et de gouvernement à l'ouverture du sommet/Presse présidentielle/DR

de l'Afrique à plus d'apports concrets pour permettre à l'UA d'avancer.

A leur tour, le secrétaire général de la Ligue arabe,

Ahmed Aboul Gheit, et le président brésilien, Lula Ignacio da Silva, ont appelé au renforcement de la coopération avec le continent.

Successeur du Comorien Azali Assoumani à la tête de l'organisation pour les douze prochains mois, le chef de l'Etat mauritanien, Moham-

med Ould Ghazouani, a déclaré inscrire son mandat dans le dessein des pères fondateurs et de l'Agenda 2063 dont les grandes lignes sont de faire de l'Afrique « un continent prospère et en paix ».

Le Congo, représenté à Addis-Abeba par le président de la République, Denis Sassou N'Gusso, intègre le bureau de l'UA pour le mandat qui commence et occupera le poste de deuxième vice-président.

Les Dépêches de Brazzaville

**« Nous avons eu quelques conquêtes et les différents rapports inscrits à notre agenda mettent en relief que la réforme institutionnelle avance avec succès, l'intégration a progressé et la zone de libre échange continentale se met peu à peu en marche, le fonds de la paix se met en place, et le rythme de son opérationnalisation est satisfaisant »**

## RÉFLEXION

## L'Europe enfin se réveilla ...

L'histoire, la grande Histoire le confirmera à coup sûr dans les années, les décennies à venir : la guerre inhumaine qui oppose aujourd'hui l'Ukraine à la Russie et dont personne ne peut prédire la conclusion aura eu au moins une conséquence stratégique majeure : celle d'ouvrir les yeux des dirigeants du Vieux continent sur leur faiblesse présente et les amener à se réorganiser afin d'être en mesure de se défendre si jamais une crise externe venait à les frapper de plein fouet.

L'observation attentive de ce qui se passe à Bruxelles, capitale de l'Union européenne (UE), mais aussi à Strasbourg où siège le Parlement européen, à Paris, à Berlin, à Rome, à Madrid, à Ams-

terdam et autres capitales des vingt-sept pays membres de l'UE montre, en effet, que les dirigeants européens ont enfin pris la juste mesure de l'obligation de créer un système de défense qui ne dépende plus des Etats-Unis, et donc de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, autrement dit l'Otan. Frappés de plein fouet par les propos pour le moins agressifs à leur égard de l'ex et peut-être futur président américain, Donald Trump, les chefs d'Etat du Vieux continent s'emploient aujourd'hui à s'entendre pour former une communauté de défense efficace qui leur permettra de protéger leurs libertés en cas de dérive du conflit russo-ukrainien.

S'il est vrai que les traumatismes

provoqués par les deux guerres mondiales qui les opposèrent de 1914 à 1918 et de 1939 à 1945 n'ont pas totalement disparu et, d'ailleurs, resteront ancrés à jamais dans la mémoire des nations européennes, il l'est tout autant que celles-ci ont enfin pris la juste mesure de l'importance que revêt aujourd'hui leur coalition. Avec une conséquence très pragmatique qui vise à créer sur toute l'étendue du Vieux continent un système de défense suffisamment puissant et organisé pour répondre efficacement aux attaques qui pourraient être menées contre lui en raison des dérives inévitables qu'elles génèreraient.

Dans ce contexte stratégique, il est clair que l'Europe en géné-

ral et ses grandes puissances en particulier vont devoir se mobiliser afin de resserrer leurs liens avec l'ancien Tiers monde dont l'Afrique est désormais perçue comme un acteur majeur du monde à venir du fait de son poids démographique, de l'immensité et de la richesse de ses ressources naturelles, de sa position géographique, de son dynamisme, de son rôle majeur dans la protection de la nature, bref de son caractère incontournable au sein de la communauté planétaire.

Nous vivons bien un tournant de l'histoire, de la grande Histoire qui modifiera en profondeur les relations internationales. Mieux vaut en tirer les bonnes conséquences dans l'immédiat !

Jean-Paul Pigasse